
Le 22-03-2019

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)



Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 22 mars 2019

Le gouvernement a ordonné le maintien de l'ordre par l'usage d'armes de force dites intermédiaires contre les Gilets jaunes. Entre le 17 novembre 2018 et 4 février dernier, 12.122 tirs de LBD, 4.942 tirs de grenades de désencerclement et 1.428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées ont été comptabilisés par le ministère de l'Intérieur.

Le haut-commissariat aux Droits de l'Homme des Nations unies (ONU) exige urgemment une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force contre les Gilets jaunes depuis le 17 novembre mais le procès intenté à la France par l'ONU doit être le procès du gouvernement.

En effet, comme le disent les militaires, c'est le pouvoir qui fixe (détermine) le niveau de violence et non les manifestants. C'est le pouvoir qui demande aux forces de l'ordre de porter des fusils d'assaut et d'employer des véhicules blindés à roues (VBR) pour impressionner les Gilets jaunes et transformer nos villes en scènes de guerre.

Mais la répression policière n'est pas la seule violence de ce pouvoir honni. Le mépris, les bas salaires, l'injustice fiscale, les cadeaux aux riches, la hausse des prix, l'enfumage systématique, les mensonges, les provocations de députés LREM, la casse du code du travail, la casse des retraites, la casse annoncée de la sécurité sociale etc. sont également des violences institutionnelles.

Les directives européennes, mises en place avec zèle par Macron, le commissaire français aux affaires européennes, sont des violences imposées par la Commission européenne, non élue, avec la complicité des européistes de tous poils. Tous ces euro-compatibles veulent nous faire croire, une fois de plus, qu'ils vont « changer l'Europe ». Que ne l'ont-ils fait depuis que ce monstre existe !

Les europiomanes nous promettent depuis des lustres des jours meilleurs, un avenir radieux au sein de « l'Union ». Mais c'est la guerre totale contre les peuples qui se prépare. Encore plus de coupes sombres dans les budgets, d'économies, d'austérité, de pression sur les salaires, sur les libertés démocratiques, sur les peuples.

Mais rassurez-vous, les institutions, les pouvoirs, les fonctionnaires européens, les députés nationaux et les inutiles députés européens sont à l'abri de toute violence. La force de police européenne (Eurogendfor ou EGF) est le premier corps militaire de l'Union européenne à caractère supra-national. L'EGF est composé de forces de police militarisées aux ordres de l'UE, prêtes à intervenir dans des zones de crise, sous l'égide de l'OTAN, de l'ONU, de l'UE ou de coalitions« ad hoc » formées par divers pays.

L'Eurogendfor (800 « gendarmes » plus une réserve de 1500 hommes) est géré par deux organes centraux, un politique et un technique. Le premier est le Comité Interministériel de haut Niveau (CIMIN), composé de représentants des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays ayant adhéré au traité. Le second est le quartier général permanent (PHO), composé de 16 officiers et de 14 sous-officiers.

Il s'agit d'un corps armé supranational qui jouit d'une pleine autonomie car l'EGF n'est soumis ni au contrôle de parlements nationaux ni à celui du parlement européen mais est directement sous les ordres des gouvernements par l'intermédiaire du CIMIN.

L'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal, créateurs de l'EUROGENDFOR ont signé (18 octobre 2007) le traité dit de Velsen (commune des Pays-Bas). Sarkozy avait signé le traité en 2007, il est entré en vigueur le 1er juin 2012, Hollande a signé le décret (n° 2012-1021) le 4 septembre 2012.

Dormez braves capitalistes, les peuples sont sous contrôle...et les députés européens veillent...

Le 26 mai délégitimons le monstre européen

Le 26 mai, pas une voix pour le parlement fantoche

Le 26 mai, abstention citoyenne ! Et sortons de l'UE, de l'euro, de l'Otan et du néolibéralisme...VITE !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire